

**CONSEIL ÉCONOMIQUE,  
SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL**

—  
**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**

—  
Direction administrative et financière

—  
*Service des marchés*

**MARCHE PUBLIC DE SERVICES**

<p><b>PRESTATION DE GESTION DES RELATIONS PRESSE POUR LE CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL</b></p>
--

Marché à procédure formalisée  
en application de l'article R. 2124-1 du Code de la commande publique

**Référence du marché : 25MAR02**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(C.C.A.P.)**

## Table des matières

<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
2.1. Etendue de la consultation.....	4
2.2. Allotissement.....	4
2.3. Durée du marché.....	4
2.4. Variantes et options .....	4
2.5. Lieu d'exécution .....	4
2.6. Référence du marché .....	4
2.7. Langue .....	4
2.8. Sous-traitance.....	4
<b>ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 – FORME ET REVISION DES PRIX .....</b>	<b>5</b>
4.1. Forme des prix.....	5
4.2. Révision des prix.....	6
<b>ARTICLE 5 - AVANCE .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6 - PAIEMENT .....</b>	<b>6</b>
6.1. Modalités de paiement .....	6
6.2. Délai de paiement .....	7
6.3. Mode de facturation .....	7
6.4. Présentation des demandes de paiement .....	7
6.5. Acceptation de la demande de paiement .....	7
6.6. Paiement .....	8
6.7. Retard de paiement - intérêts moratoires .....	8
<b>ARTICLE 7 MODALITES DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS OU MISSIONS .....</b>	<b>8</b>
7.1 Responsables administratifs et techniques pour le CESE.....	8
7.2 Responsable technique pour le titulaire .....	8
7.3 Suivi de la qualité.....	8
7.4 Vérification et admission des prestations .....	9
<b>ARTICLE 8 - NANTISSEMENT.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 9 – PENALITES .....</b>	<b>9</b>

<b>ARTICLE 10 – PIECES A PRODUIRE DURANT L’EXECUTION DU MARCHE .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 11 STATUT DU PERSONNEL TITULAIRE .....</b>	<b>10</b>
11.1. Composition et liens juridiques.....	10
11.2. Absence prolongée, départ du personnel et remplacement .....	10
11.3. Récusation du personnel.....	10
<b>Article 12- OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....</b>	<b>10</b>
12.1. Discrétion et confidentialité.....	10
12.2. Références.....	11
12.3. Lutte contre le travail dissimulé.....	11
<b>ARTICLE 13 - RESILIATION.....</b>	<b>11</b>
13.1. Résiliation pour faute du titulaire .....	11
13.2 Résiliation pour motif d’intérêt général.....	11
<b>ARTICLE 14 - LITIGES .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 15 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 16 – DEROGATIONS AU CCAG/PI .....</b>	<b>11</b>
<b>ANNEXE.....</b>	<b>12</b>

## **ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet la gestion des prestations de relations presse du Conseil économique, social et environnemental, en cohérence avec la stratégie de communication globale de l'institution.

## **ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **2.1. Etendue de la consultation**

Le présent marché est passé selon une procédure formalisée conformément à l'article R. 2124-1 du Code de la commande publique, sous forme d'appel d'offre ouvert (art. R. 2124-2 du Code de la commande publique).

Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 500 000€ HT sur la durée totale du marché, conventions citoyennes potentielles incluses.

**Pour autant, hors convention citoyenne, le montant non contractuel annuel est estimé à 130 000 € HT, soit 390 000€ HT sur la durée totale du marché.**

Il comporte une partie forfaitaire et une partie à bons de commande.

### **2.2. Allotissement**

Le présent marché n'est pas décomposé en lots car les prestations ne peuvent être divisées.

### **2.3. Durée du marché**

Le marché est conclu pour une durée de 18 mois à compter de sa notification. Il est reconductible tacitement 1 fois pour la même durée, sans que sa durée totale ne puisse être supérieure à trois (3) années.

En application de l'article R.2112-4 du code de la commande publique, le Titulaire ne peut refuser la reconduction. A défaut de reconduction, l'accord-cadre sera terminé, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité. La décision de non-reconduction sera notifiée par courrier au titulaire avant la date d'échéance du marché. Cette décision ne peut être prise que par le CESE, le titulaire étant engagé pour la durée totale de l'accord-cadre.

### **2.4. Variantes et options**

Sans objet

### **2.5. Lieu d'exécution**

Le marché s'exécute dans les locaux du titulaire, qui aura cependant la possibilité d'accéder aux locaux du CESE.

### **2.6. Référence du marché**

Le numéro de référence attribué au marché est : 25MAR02.

### **2.7. Langue**

Tous les documents et factures doivent être rédigés en français.

### **2.8. Sous-traitance**

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produira également une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours à compter de l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG PI. Notamment, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Les modalités de la cession des droits de propriété intellectuelle d'un sous-traitant au maître de l'ouvrage sont définies à l'article relatif à la cession des droits de propriété intellectuelle dans le cas d'une sous-traitance, ci-après.

### **ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les documents contractuels du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales Fournitures courantes et services (CCAG.PI);
- l'offre technique et financière du titulaire dans ses dispositions qui ne sont pas contraires au présent document.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché sans accord préalable et exprès du CESE.

### **ARTICLE 4 – FORME ET REVISION DES PRIX**

#### **4.1. Forme des prix**

Les prix du présent accord-cadre sont mixtes avec une partie à prix forfaitaire figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et une partie à prix unitaire dans le bordereau des prix unitaires (BPU). Tous les prix sont contractuels.

Les prix unitaires seront appliqués aux prestations effectivement réalisées.

Les prestations seront réglées par application des prix unitaires et forfaitaires dont le libellé est détaillé dans l'annexe financière.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG/PI, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, au transport, à l'assurance, ainsi que toutes les

autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

#### **4.2. Révision des prix**

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre.

Pour la première année, les prix forfaitaires sont fermes.

Ils sont révisibles annuellement à la demande du titulaire à la date anniversaire de la notification du marché selon une formule qui prend en compte l'indice SYNTEC et qui s'établit ainsi :

$$P = P0 \times (S1 / S0)$$

P : prix révisé

P0 : prix contractuel d'origine ou dernier prix révisé

S0 : indice SYNTEC de référence retenue à la date contractuelle d'origine ou lors de la dernière révision.

S1 : dernier indice publié à la date de révision

L'indice SYNTEC précité est disponible sur le site <https://www.syntec.fr/>

Le coefficient de révision sera arrêté à 2 chiffres après la virgule.

Le titulaire devra faire parvenir sa demande de révision 3 mois avant la date de reconduction par lettre recommandée avec accusé de réception. Les nouveaux tarifs, régulièrement acceptés, s'appliqueront de plein droit. Les nouveaux prix restent fermes pendant la durée de reconduction.

#### **ARTICLE 5 - AVANCE**

Conformément aux articles R.2191-3 à 12 du Code de la commande publique, le titulaire peut bénéficier du versement d'une avance lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50.000€ hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Son montant est fixé à 5% du montant initial du marché, toutes taxes comprises.

Le taux de l'avance est porté 20% si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise (telle que mentionnée à l'article R.2151-13 du Code de la commande publique).

Le remboursement de cette avance s'impute, le cas échéant, sur les sommes dues au titulaire lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant des prestations confiées au titre du présent marché. Le remboursement s'achève lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant des prestations confiées au titre du présent marché.

#### **ARTICLE 6 - PAIEMENT**

##### **6.1. Modalités de paiement**

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution du présent accord-cadre s'effectue selon les règles applicables à la comptabilité publique.

Les montants facturés seront éventuellement réduits des montants dus par le Titulaire au titre des pénalités prévues à l'articles 8 du présent CCAP.

## **6.2. Délai de paiement**

Le CESE dispose d'un délai de trente (30) jours pour procéder au paiement des sommes dues au titulaire. Ce délai court à compter de la date de réception des documents par le CESE.

## **6.3. Mode de facturation**

Les prestations objet du présent marché, sont réglées après présentation des factures, selon les prix indiqués au sein de l'annexe financière de l'acte d'engagement, éventuellement révisés selon les conditions stipulées au présent CCAP ou indiqués dans les bons de commande.

Les factures des prestations forfaitaires seront présentées mensuellement. Leur montant correspondra au montant forfaitaire annuel indiqué dans l'annexe financière, divisé par 12.

Toute commande fait l'objet d'une facturation individualisée.

## **6.4. Présentation des demandes de paiement**

Les factures afférentes au marché porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom, n° SIRET et adresse du créancier,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- le numéro du marché : 25MAR02,
- le numéro du bon de commande, le cas échéant,
- la date du marché,
- la prestation exécutée,
- le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- la date.

Les factures, en version électronique, seront établies au :

Conseil économique, social et environnemental  
Secrétariat Général  
Direction administrative et financière  
Cellule facturière  
9 Place d'Iéna  
75775 Paris Cedex 16

et déposées sur le portail Chorus-Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Il conviendra d'indiquer le Siret du CESE et le code service d'imputation du bon de commande (ces éléments seront fournis au titulaire dès la notification).

## **6.5. Acceptation de la demande de paiement**

Le CESE accepte, propose des rectifications ou rejette la demande de paiement. Le statut correspondant à chaque demande de paiement est mis à disposition de l'émetteur au travers de Chorus Pro.

Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi au titulaire.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le CESE règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

#### **6.6. Paiement**

Le paiement est effectué en euros, au compte ouvert au nom du titulaire (ou du sous-traitant en cas de paiement direct) mentionné sur l'IBAN + BIC fourni par le titulaire ou le sous-traitant.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Secrétaire général du CESE.

La personne chargée du paiement est le trésorier du CESE.

#### **6.7. Retard de paiement - intérêts moratoires**

En cas de retard dans le paiement, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne (BCE) en vigueur majoré de huit points.

Aux intérêts moratoires, s'ajoute le versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui s'élève à quarante (40) euros.

### **ARTICLE 7 MODALITES DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS OU MISSIONS**

#### **7.1 Responsables administratifs et techniques pour le CESE**

La personne désignée comme responsable administratif est le Secrétaire Général du CESE ou son représentant.

La personne désignée comme responsable technique est la Directrice de la communication ou son représentant.

#### **7.2 Responsable technique pour le titulaire**

Le responsable de la prestation pour le titulaire sera la personne habilitée à le représenter auprès du CESE pour toute question relative à l'exécution des prestations.

Le Titulaire mentionnera dans son offre, le nom, les coordonnées professionnelles et les références de son représentant et informera le CESE en cas de modification de ces informations en cours d'exécution du présent marché.

La bonne exécution de l'accord-cadre suppose que le Titulaire affecte à l'ensemble du projet un seul responsable chargé de le représenter auprès de l'administration quelle que soit la nature des problèmes évoqués. Ce responsable désigné ci-après par le titulaire est l'unique interlocuteur du CESE pendant toute la durée de l'accord-cadre : en cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire en avise immédiatement le CESE et lui indique le nom, coordonnées et références professionnelles du nouveau responsable.

#### **7.3 Suivi de la qualité**

Le titulaire est tenu de mettre en place les moyens de contrôle adéquats et permanents lui permettant d'assurer la qualité des prestations qui lui sont confiées par le CESE, tant dans ses ateliers que pendant le transport et l'acheminement des livraisons auprès des destinataires.



Le CESE se réserve le droit de procéder à des actions de contrôle ou d'audit dans les locaux du titulaire pour s'assurer des moyens de contrôle mis en place tout au long de la chaîne de réalisation des prestations décrites dans le présent accord-cadre, ceci même en l'absence d'incidents particuliers.

A l'issue des contrôles éventuels réalisés par le CESE, le titulaire devra, à la demande de celui-ci, suivre les recommandations qui lui seront éventuellement formulées.

#### **7.4 Vérification et admission des prestations**

Le suivi de l'exécution des prestations est assuré par les personnes désignées à l'article 7.1 du présent CCAP. Outre les opérations de vérifications qualitatives exercées par le pouvoir adjudicateur et définies au CCAG-PI, le Titulaire s'engage à assurer le suivi des prestations et notamment le contrôle de la qualité des prestations réalisées et des produits fournis au titre de l'accord-cadre.

Le non-respect peut entraîner, selon l'importance des défauts, manques ou malfaçons constatés, une admission avec une réfaction, un ajournement ou un rejet pur et simple des prestations dans les conditions fixées au chapitre 5 du CCAG-PI.

Le délai imparti au CESE pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision est de quinze jours. Ce délai court à compter de la réception par le CESE des éléments. Passé ce délai, les prestations sont réputées admises.

Lorsque la vérification donne lieu à un rejet, le CESE notifie au Titulaire, dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la réception des éléments, ledit rejet par lettre recommandée avec accusé de réception portant mise en demeure d'exécuter dans les huit (8) jours calendaires les prestations conformes.

L'admission des prestations sera prononcée par les personnes désignées à l'article 7.1 du présent CCAP pour le compte du pouvoir adjudicateur, sur proposition du responsable technique.

### **ARTICLE 8 - NANTISSEMENT**

Les conditions de cession ou de nantissement de créances sont fixées par les articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique.

### **ARTICLE 9 – PENALITES**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG – PI, si de son fait le Titulaire dépasse de 5 jours ouvrés les délais annoncés dans l'offre du titulaire et/ou dans le devis préalablement visé par les deux parties, il encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de 5 % du montant des prestations objet du planning de production concerné. Les pénalités sont augmentées de 5 % tous les 5 jours ouvrés de retard supplémentaire. Ces pénalités sont plafonnées à 15 % du montant de la prestation.

### **ARTICLE 10 – PIECES A PRODUIRE DURANT L'EXECUTION DU MARCHE**

Conformément aux articles D.8222-5 et D.8254-1 et suivants du Code du travail, devront être produits tous les 6 mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les documents suivants :

- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et datant de moins de 6 mois ;
- Un document garant de l'inscription du titulaire au Registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers (K Bis, cadre d'identification, ou autres documents, un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription) ;
- La liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail.

## **ARTICLE 11 STATUT DU PERSONNEL TITULAIRE**

### **11.1. Composition et liens juridiques**

Le Titulaire s'oblige à mettre à la disposition du pouvoir adjudicateur, pendant toute la durée du présent accord-cadre, le(s) profil(s) pressenti(s) proposé(s) par le Titulaire dans son offre.

### **11.2. Absence prolongée, départ du personnel et remplacement**

En cas d'absence ou de départ d'un profil pressenti affecté à l'exécution des prestations, le Titulaire devra impérativement, dans un délai de 48 heures à compter de la connaissance des dates des événements, en aviser le pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution de l'accord-cadre ne s'en trouve pas compromise.

Le Titulaire doit proposer un remplaçant de niveau et de compétence équivalente dans les 48 heures suivant la réception de l'avis mentionné à l'alinéa précédent. Le remplaçant sera considéré comme accepté si le pouvoir adjudicateur ne le récuse pas dans les 8 jours ouvrés à compter de la réception du courrier suivant sa désignation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve, alors, le droit de rejeter la personne proposée. Le Titulaire dispose alors de 48 heures pour proposer un nouveau remplaçant. En cas de nouveau rejet, l'accord-cadre pourra être résilié de plein droit, sans préavis et sans indemnités, aux torts exclusifs du Titulaire.

### **11.3. Récusation du personnel**

Pendant toute la durée de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de récuser les personnels du Titulaire qui s'avéreraient inadaptés à l'exécution des prestations. Il devra alors indiquer par écrit les raisons pour lesquelles ils souhaitent récuser le personnel du Titulaire.

Le Titulaire doit procéder au remplacement des personnels récusés dans les conditions précisées à l'article 11.2 ci-dessus.

## **Article 12- OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **12.1. Discrétion et confidentialité**

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du représentant du CESE, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il

en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution du service.

### **12.2. Références**

L'utilisation du présent marché, ou des prestations réalisées, en tant que référence, est subordonnée à l'accord écrit et préalable du CESE.

### **12.3. Lutte contre le travail dissimulé**

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions du code du travail en matière de lutte contre le travail dissimulé.

## **ARTICLE 13 - RESILIATION**

### **13.1. Résiliation pour faute du titulaire**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les dispositions prévues à l'article 36 du CCAG/PI, après une mise en demeure restée infructueuse, dans les vingt jours suivant la notification de cette dernière.

### **13.2 Résiliation pour motif d'intérêt général**

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut à tout moment, sans qu'il y ait faute du titulaire, mettre un terme à l'exécution du marché pour motif d'intérêt général, conformément à l'article 40 du CCAG/PI.

## **ARTICLE 14 - LITIGES**

En cas de litige le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Paris.

## **ARTICLE 15 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Dans le cas où le titulaire a accès à des données à caractère personnel lors de la réalisation des prestations, il agit en qualité de sous-traitant au sens de l'article 4 du RGPD, et ce pour le compte de l'administration qui demeure le responsable de traitement.

Les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement le traitement de données à caractère personnel figurent en annexe au présent CCAP.

## **ARTICLE 16 – DEROGATIONS AU CCAG/PI**

<b>Articles du CCAG auxquels il est dérogé</b>	<b>Intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations</b>
14.1	Pénalités

## ANNEXE

---

### PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

---

La présente annexe a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

#### **I. DESCRIPTION DU TRAITEMENT FAISANT L'OBJET DE LA SOUS-TRAITANCE**

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution du présent accord-cadre.

Le sous-traitant a en charge la définition et la gestion quotidienne des relations presse du CESE, centrée sur ses travaux, son président, ses membres et les événements organisés.

Les finalités du traitement sont de répondre aux attentes de visibilité, de rayonnement et de notoriété du CESE et de rendre lisible la globalité de l'action institutionnelle et l'impact du Conseil.

Le titulaire doit notamment assurer :

- la médiatisation des avis, études et résolutions du Conseil et des différents dispositifs participatifs qu'il organise ;
- la rédaction des supports destinés aux rapporteurs et à la presse ;
- l'organisation des sessions de media-trainings et de familiarisation/formation au fonctionnement des médias ainsi que des rencontres formelles et informelles avec la presse et les membres et/ou le président ;
- une veille permanente et au long cours de l'actualité,
- un accompagnement en gestion de crise.
- l'organisation et le suivi opérationnel de partenariats médias.

Les catégories de personnes concernées sont :

- Les interlocuteurs dédiés mis à disposition du CESE par le sous-traitant ;
- les correspondants du sous-traitant au CESE : direction de la communication, cabinet...
- le Président et les membres du CESE, les rapporteurs des avis ;
- les citoyens tirés au sort associés aux travaux du Conseil ;
- les journalistes

Les données à caractère personnel traitées sont :

- Informations d'identification et de contact (Civilité, nom, prénom, adresse mèl, numéro de téléphone, photographie le cas échéant)
- Fonction, activité pour le compte du CESE

Le responsable de traitement s'engage à fournir au sous-traitant les données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution du présent accord-cadre.

## **II. OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT VIS-A-VIS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT**

### **1. Le sous-traitant s'engage à :**

- a) traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance.
- b) traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement.
- c) garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre.
- d) veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- e) prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

### **2. La sous-traitance**

Le sous-traitant, titulaire de l'accord-cadre, peut faire appel à un autre sous-traitant (ci- après, « *le sous-traitant ultérieur* ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il s'engage notamment à présenter à l'administration, les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation d'activités de traitement spécifiques. Pour ce faire, il remplit une déclaration relative à la présentation d'un sous-traitant ultérieur, en vertu des articles R. 2193-1 à 4 du Code de la commande publique. En cas d'accord, l'administration accepte le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

### **3. Information des personnes concernées et exercice des droits des personnes**

Il appartient au responsable de traitement et au sous-traitant de recueillir le consentement des personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données et de les informer.

Le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées: droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au représentant du responsable de traitement.

#### 4. Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement et à son délégué à la protection des données toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance et par tout moyen. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

#### 5. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données et le cas échéant pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### 6. Le sort des données

Dans un délai d'un mois calendaire avant la date de fin de l'accord-cadre, ou en cas de rupture anticipée de ce dernier pour quelque cause que ce soit, le titulaire interroge le responsable de traitement sur le sort des données traitées.

Au choix du responsable de traitement, le sous-traitant s'engage détruire toutes les données à caractère personnel ou à les renvoyer au responsable de traitement ou au sous-traitant désigné par celui-ci.

En cas de restitution, une fois celle-ci effectuée, le sous-traitant détruira les copies des données détenues dans ses systèmes informatiques dans un délai d'un mois après confirmation par le responsable de traitement de la validité des données remises, il devra en apporter la preuve au responsable de traitement dans un délai de deux mois suivant la signature du procès-verbal de restitution.

#### 7. Le délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement et au délégué à la protection des données du CESE le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, ou à défaut l'identité d'un point de contact dédié à ces questions.

#### 8. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant notamment :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou

à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;

- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre.

#### 9. Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurisation des données appropriées, y compris, entre autres, selon les besoins :

- limitation des droits d'accès aux données ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le sous-traitant fournit au responsable de traitement et au délégué à la protection des données du CESE une description générale de la politique de sécurité des systèmes d'information qu'il a mise en place et les informe des évolutions de cette politique. Il les informe également des risques potentiels liés au traitement

#### 10. Devoir de coopération avec les autorités de protection des données compétentes

Les Parties s'engagent à coopérer avec les autorités de protection des données compétentes, notamment en cas de demande d'information qui pourrait leur être adressée ou en cas de contrôle.

#### 11. Information du responsable de traitement en cas de requête provenant d'une autorité administrative ou judiciaire étrangère

En cas de requête provenant d'une autorité administrative ou judiciaire reçue par le sous-traitant, ce dernier s'engage à en informer immédiatement le responsable de traitement.